

**RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL
D'ÉNERGIES DE LA DORDOGNE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ
SEM 24 PÉRIGORD ÉNERGIES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Chers membres du Comité Syndical,

Conformément à l'article L. 1524-5, alinéa 14 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel sur la société SEM 24 PÉRIGORD ÉNERGIES, ci-après dénommée la « Société ».

Le décret n°2022-1406 du 4 novembre 2022, transposé à l'article D.1524-7 du CGCT, définit le contenu de ce rapport qui vise à vous fournir une vision détaillée des activités, des résultats financiers et des évolutions stratégiques de la Société au cours de l'exercice écoulé.

Dans un souci de transparence et de conformité avec l'article D. 1524-7 du CGCT, nous vous apporterons toutes les précisions requises sur les aspects financiers, statutaires et organisationnels de la Société.

Commentaires :

L'article D.1524-7 du CGCT prévoit que les informations demandées au titre du présent rapport sont renseignées sans préjudice des informations protégées par l'article L. 151-1 du Code de commerce ou présentant un caractère confidentiel et donné comme telles en application, selon le cas, de l'article L. 225-37 ou de l'article L. 225-92 de ce même code. Lorsque certaines informations sont concernées par l'un des cas mentionnés à l'alinéa précédent, le rapport le mentionne et renseigne le point concerné sous une forme adaptée.

Précision sur le secret des affaires :

Par application de l'article L.151-1 du Code de commerce, est protégée au titre du secret des affaires toute information répondant aux critères suivants :

- Elle n'est pas, en elle-même ou dans la configuration et l'assemblage exacts de ses éléments, généralement connue ou aisément accessible pour les personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité ;
- Elle revêt une valeur commerciale, effective ou potentielle, du fait de son caractère secret ;
- Elle fait l'objet de la part de son détenteur légitime de mesures de protection raisonnables, compte tenu des circonstances, pour en conserver le caractère secret.

Précision sur la notion d'informations confidentielles :

Conformément aux articles L. 225-37 du Code de commerce, les administrateurs sont tenus à la discrétion concernant les informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président du conseil d'administration.

SOMMAIRE

RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE LA DORDOGNE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ SEM 24 PÉRIGORD ÉNERGIES	1
SOMMAIRE	2
I. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ	3
1. Informations générales	3
2. Objet social et domaine d'activité	3
3. Répartition du capital social	4
4. Gouvernance	4
5. État des filiales et participations de la Société	4
II. PRINCIPALES ACTIVITÉS, OPÉRATIONS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE ET SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ	5
1. Principales activités de l'année écoulee	5
2. Opérations de l'année écoulee	6
3. Situation financière de la Société	7
4. Perspectives 2025	8
III. MODIFICATIONS STATUTAIRES ET ÉVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT	9
1. Modifications statutaires	9
2. Évolutions de l'actionnariat	10
IV. BILAN DE LA GOUVERNANCE	10
1. Réunions des organes collégiaux	10
2. Rémunération des représentants de la collectivité et des mandataires sociaux	11
3. Principaux risques et incertitudes	12
4. Contrôles internes et externes	12
V. CONCLUSION	14

I. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

1. Informations générales

La société SEM 24 PÉRIGORD ÉNERGIES, ci-après dénommée la « Société », est une société anonyme d'économie mixte locale au capital de 20 000 010 euros. Elle a été immatriculée le 7 avril 2017 au Registre du commerce et des sociétés de PÉRIGUEUX sous le numéro 828 831 310. Son siège social est établi au 78 rue Victor Hugo, 24000 PÉRIGUEUX.

La Société compte 26 salariés, dont deux apprenties, et deux mandataires sociaux.

2. Objet social et domaine d'activité

Conformément à ses statuts, la Société a pour objet social :

- L'étude et/ou le développement et/ou l'exploitation directe ou indirecte et/ou la maintenance d'infrastructures de production et/ou de distribution d'énergie, en particulier d'origine renouvelable,
- L'étude et/ou la réalisation et/ou l'exploitation et/ou la maintenance d'installations permettant le stockage de l'énergie, sa gestion intelligente, sa consommation ou son autoconsommation,
- L'étude et/ou le développement et/ou l'exploitation directe ou indirecte et/ou la maintenance d'infrastructures ou équipements visant à réduire le recours aux énergies fossiles ou aux dérivés du pétrole,
- L'étude et/ou le développement et/ou l'exploitation et/ou la maintenance d'infrastructures de production et/ou de distribution de chaleur et/ou de froid, en particulier d'origine renouvelable,
- La fourniture et/ou l'installation et/ou l'exploitation directe ou indirecte en sous-traitance et/ou la maintenance de bornes de recharge pour véhicules électriques.

D'une manière plus générale, la Société peut accomplir toute opération financière, commerciale, industrielle, civile, immobilière ou mobilière pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

En pratique, et conformément à son objet statutaire, le domaine d'activité principal de la Société consiste à assurer des prestations de services administratifs, juridiques, techniques, financiers et organisationnels au bénéfice de plusieurs de ses participations. Ces prestations sont destinées à accompagner leur fonctionnement quotidien ainsi que leur développement opérationnel. Elles sont notamment réalisées pour les sociétés TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD, AUTOCONSOL24, BAT ENR SOL PÉRIGORD, SPV LES PRADELLES ÉNERGIES, AGIRENERGY, PÉRIGORD ÉNERGIES FINANCES 2024, OLCAT 7 et TIGRON 1. La Société et les filiales et participations précitées sont désignées collectivement comme le « Groupe ».

Ces sociétés ont vocation à porter les projets d'énergies renouvelables et en assurent l'exploitation. Cette organisation permet de mutualiser les ressources et les compétences, tout en garantissant à chaque entité un appui structuré et adapté à ses besoins. Par ce modèle de fonctionnement, la Société joue un rôle actif dans la concrétisation et la pérennisation des projets territoriaux liés à la transition énergétique.

3. Répartition du capital social

La répartition actuelle du capital de la Société est la suivante :

- Le SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE LA DORDOGNE (SDE 24) : 70 %,
- La société SORÉGIES : 9,16 %,
- La société CHARENTE PÉRIGORD EXPANSION : 18,35 %,
- L'établissement CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS : 2,50%.

4. Gouvernance

La Société est administrée par un Conseil d'Administration, présidé par Monsieur Philippe DUCÈNE, et dirigée opérationnellement par un Directeur Général, Monsieur Daniel FENAUX, nommé pour une durée illimitée lors du Conseil d'Administration du 20 septembre 2018.

Le Conseil d'Administration est actuellement composé des membres suivants :

- Monsieur Philippe DUCÈNE, Président du Conseil d'Administration,
- Monsieur Maurice CHABROL, Vice-Président du Conseil d'Administration,
- Monsieur Lionel ARMAGHANIAN,
- Monsieur Alain CASTANG,
- Monsieur Jean-Michel CHABAUD,
- Monsieur Pierre CHEVALIER,
- Monsieur Serge MAZE,
- La société CHARENTE PÉRIGORD EXPANSION, disposant de deux sièges, dont les représentants permanents sont les personnes physiques ci-après désignées :
 - Monsieur Antoine MORNAUD,
 - Madame Caroline BONNET,
- La société SORÉGIES, représentée par Monsieur Pierre PERROT,
- L'établissement CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, représenté par Monsieur Christian KOKOCINSKI.

5. État des filiales et participations de la Société

La Société détient des filiales et des participations directes dans les sociétés suivantes :

- TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD (100 %) ;
- AUTOCONSOL24 (50 %) ;
- BAT ENR SOL PÉRIGORD (50 %) ;
- SPV LES PRADELLES ÉNERGIES (100 %) ;
- AGIREENERGY (100 %)
- PÉRIGORD ÉNERGIES FINANCES 2024 (100 %)
- LA TOUR BLANCHE ÉNERGIES (37 %)
- MOINEAU (35,87 %) ;
- V-GAZ 16 (10 %) ;
- PÉRIGORD AGRIVOLTAÏSME (25 %) ;
- RUBIS PHOTOSOL SPV 94 (40 %) ;
- RUBIS PHOTOSOL SPV 95 (40 %).

Elle détient également des participations indirectes, via sa filiale TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD, dans les sociétés suivantes :

- OLCAT 7 (100 % TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD) ;
- TIGRON 1 (100 % TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD).

L'ensemble de ces sociétés sont spécialisées dans le domaine des énergies renouvelables :

Société	Domaine d'activité
TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD	Toitures et ombrières photovoltaïques
AUTOCONSOL24	Autoconsommation
BAT ENR SOL PÉRIGORD	Bâtiments photovoltaïques
SPV LES PRADELLES ÉNERGIES	Centrale au sol
AGIREENERGY	Installation de panneaux photovoltaïques
PÉRIGORD ÉNERGIES FINANCES 2024	Toitures, ombrières et bâtiments photovoltaïques
LA TOUR BLANCHE ÉNERGIES	Centrale au sol
MOINEAU	Centrale au sol
V-GAZ 16	Méthaniseur
PÉRIGORD AGRIVOLTAÏSME	Agrivoltaïsme
RUBIS PHOTOSOL SPV 94	Centrale au sol
RUBIS PHOTOSOL SPV 95	Centrale au sol
OLCAT 7	Toitures et ombrières photovoltaïques
TIGRON 1	Bâtiment photovoltaïque

II. PRINCIPALES ACTIVITÉS, OPÉRATIONS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE ET SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

1. Principales activités de l'année écoulée

Au cours de l'exercice, le Groupe a signé 41 nouveaux contrats, dont :

- Un bail à construction pour la Société ;
- Neuf promesses de bail emphytéotique pour la filiale TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD ;
- Un contrat de location pour la participation AUTOCONSOL24 ;

- Vingt-et-une promesses de bail à construction pour la participation BAT ENR SOL PÉRIGORD ;
- Dix promesses de bail à construction et emphytéotique pour la filiale PÉRIGORD ÉNERGIES FINANCES 2024.

En parallèle, 27 centrales photovoltaïques ont été mises en service, réparties comme suit au sein du Groupe :

- Cinq pour la filiale TOITURES SOLAIRES DU PÉRIGORD ;
- Une pour la participation AUTOCONSOL24 ;
- Vingt pour la participation BAT ENR SOL PÉRIGORD ;
- Une pour la sous-filiale OLICAT 7.

Au 31 décembre 2024, le Groupe développe 157 projets photovoltaïques, représentant une puissance cumulée proche de 83 MWc. Son parc en exploitation compte 154 centrales photovoltaïques, totalisant une puissance installée de 22,35 MWc. Ces installations ont produit 20 709 MWh sur l'année, soit l'équivalent de la consommation électrique (hors chauffage) de plus de 9 000 habitants.

En complément, la Société a renforcé son engagement en faveur de la mobilité durable en installant une cinquantaine d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

2. Opérations de l'année écoulée

- *La cession de participations minoritaires*

La Société détenait une participation de 35,54 % dans la société PONTENX LES FORGES ÉNERGIES depuis le 25 novembre 2019, ainsi qu'une participation de 14,72 % dans la société RS PROJET 36 depuis le 18 novembre 2020.

Elle avait consenti une promesse de vente sur l'ensemble de ses titres dans la société RS PROJET 36, cette cession étant conditionnée à la fin de la période d'inaliénabilité, fixée à trois ans après la mise en service de la centrale photovoltaïque Desmartis. Cette dernière ayant été mise en service le 20 janvier 2021, la période d'inaliénabilité a pris fin le 20 janvier 2024. En conséquence, la société associée RS PROJET CRE 4 a exercé son option d'achat au prix convenu de 305 000 euros. Le contrat de cession et l'ordre de mouvement des titres ont été signés les 7 et 12 février 2024.

De la même manière, elle avait accordé une promesse de vente sur la totalité de ses titres dans la société PONTENX LES FORGES ÉNERGIES. Cette cession était également conditionnée à l'expiration d'une période d'inaliénabilité de trois ans après la mise en service du parc photovoltaïque hébergé par cette dernière. Le parc ayant été mis en service le 21 octobre 2020, la période d'inaliénabilité a pris fin le 21 octobre 2023. La société associée VALOREM a exercé son option d'achat, et le prix de cession, calculé selon la formule définie dans le pacte d'associés, s'élevait à 594 991,16 euros. Le contrat de cession et l'ordre de mouvement des titres ont été signés le 30 avril 2024.

· *La fin d'investissements en obligations convertibles*

Depuis sa création, la Société a sécurisé plusieurs investissements dans des sociétés hébergeant des projets photovoltaïques en souscrivant à des obligations convertibles. Les deux derniers investissements de ce type sont arrivés à échéance au cours de l'exercice 2024, entraînant le remboursement des montants en principal et en intérêts par les sociétés concernées.

Ainsi, la Société a perçu :

- 1 027 500 euros de la société MEZZA 6 ;
- 105 000 euros de la société RS PROJET 33 (projet « ATN »).

Ces remboursements marquent ainsi la fin des investissements en obligations convertibles de la Société, qui n'en détient plus au 31 décembre 2024.

· *La prise de participation dans deux nouvelles sociétés*

Le 18 décembre 2024, la Société a acquis 40 % du capital de deux sociétés dédiées à la réalisation et à l'exploitation de centrales photovoltaïques au sol : RUBIS PHOTOSOL SPV 94, pour le projet de Nontron, et RUBIS PHOTOSOL SPV 95, pour celui de Saint-Germain-et-Mons.

Ces prises de participation s'inscrivent dans le cadre du partenariat signé avec la société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT FRANCE, visant à mutualiser le développement et la réalisation de ces deux projets.

La Société en assure la direction générale, tandis que la société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT FRANCE occupe la présidence.

· *L'acquisition des titres restants de la société AGIRENERGY*

Le 18 décembre 2024, la société CRÉDIT AGRICOLE CHARENTE PÉRIGORD ACCOMPAGNEMENT DES TRANSITIONS (CACP AT) a cédé à la Société l'intégralité des titres qu'elle détenait dans la société AGIRENERGY, soit 45 actions, pour un montant de 3 500 000 euros, avec un paiement au comptant.

Depuis cette date, la Société détient 100 % du capital social et des droits de vote de la société AGIRENERGY.

La cession des titres s'est effectuée sans garantie d'actif et de passif accordée par la société cédante au profit de la Société.

3. Situation financière de la Société

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont présentés ci-après.

Ils ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au 31 décembre 2024, la trésorerie disponible de la Société s'élève à 536 771 euros contre 1 943 283 euros pour l'exercice précédent.

Les capitaux propres de la Société s'élève à 19 679 926 euros contre 19 640 884 euros pour l'exercice précédent.

L'endettement bancaire s'élève à 9 113 302 euros contre 7 691 743 euros pour l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires de la Société s'élève à 2 305 608 euros hors taxes contre 1 428 244 euros pour l'exercice précédent. Il est en hausse de 61,43 % par rapport à l'exercice précédent. Il est constitué pour l'essentiel de prestations d'assistance administrative et de gestion ainsi que de prestations de développement et d'assistance à exploitation des projets que la Société facture à ses filiales et participations.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à – 158 150 euros contre 95 559 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 1 159 073 contre 792 119 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des charges sociales s'élève à 395 603 contre 405 641 euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 2 379 861 euros contre 2 114 873 euros pour l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de – 106 322 euros contre – 5 314 euros pour l'exercice précédent, et d'un crédit d'impôt sur les sociétés de 12 000 euros contre un crédit d'impôt sur les sociétés de 30 595 euros pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se solde par un bénéfice de 32 967 euros contre une perte de 404 486 euros pour l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2024, le total du bilan de la Société s'élevait à 30 248 357 euros contre 28 491 939 euros pour l'exercice précédent.

4. Perspectives 2025

L'année 2024 a été marquée par des ajustements stratégiques essentiels dans un contexte mondial incertain. Face aux défis, le Groupe a démontré sa résilience, poursuivant ses projets dans les énergies renouvelables et l'électromobilité, tout en adaptant sa stratégie à la réalité économique actuelle. Il a maintenu une gestion rigoureuse des flux financiers, indispensable pour assurer la rentabilité de ses activités.

Elle a également été un moment charnière pour prendre du recul, identifier les points de friction dans le fonctionnement du Groupe, et envisager les ajustements nécessaires pour assurer sa pérennité.

Face à l'évolution du secteur des énergies renouvelables et des politiques nationales, prévoyant la baisse des tarifs d'achat EDF OA, il est impératif pour le Groupe de réorienter ses objectifs et de diversifier ses axes de développement.

Les nouvelles orientations stratégiques se concentreront donc sur :

- Les champs solaires d'une puissance inférieure à 1 MWc : un segment stratégique à plus faible coût d'investissement ;
- Les projets pour les particuliers : en proposant des offres adaptées à la demande croissante ;
- Le *repowering* des centrales en fin de contrat : une opportunité d'optimisation et de prolongation des actifs existants ;
- L'autoconsommation : actuellement orientée vers des solutions individuelles, le Groupe prévoit d'élargir ses offres à l'autoconsommation collective, répondant ainsi aux besoins croissants de solutions énergétiques locales et durables.

Un des enjeux majeurs pour le Groupe dans les années à venir réside dans sa structuration interne. La priorité sera de se structurer en une entité unifiée, afin de mettre en place des synergies internes et améliorer la communication et l'organisation entre les sociétés du Groupe.

L'année 2025 marquera l'amorce d'une transition vers une structure plus optimisée, passant d'un modèle de gestion historique à une organisation cohérente et agile, capable de soutenir le développement stratégique du Groupe.

III. MODIFICATIONS STATUTAIRES ET ÉVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT

1. Modifications statutaires

Aucune modification statutaire n'est intervenue au cours de l'exercice écoulé.

Pour mémoire, les statuts de la Société ont été révisés à plusieurs reprises au cours des cinq dernières années, afin de refléter les évolutions de sa structure et de son fonctionnement.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 février 2020, suivie d'une décision du Conseil d'Administration du 18 juin 2020, la Société a procédé à une augmentation de capital de 4 300 005 euros, portant celui-ci à 10 000 005 euros, et a transféré son siège social du 4 rue Fournier Lacharmie, 24000 PÉRIGUEUX à l'adresse actuelle, 78 rue Victor Hugo, 24000 PÉRIGUEUX,
- Par délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 20 juillet 2020, ont été modifiés :
 - La composition du Conseil d'Administration,
 - Les modalités de nomination, de durée et de révocation du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués,
 - L'obligation faite au Directeur Général de soumettre sa politique salariale, incluant l'enveloppe globale, à validation du Conseil d'Administration,

- Par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 février 2023, l'objet social a été complété afin de refléter l'élargissement des missions de la Société dans le domaine de la transition énergétique,
- Par délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 25 mai 2023, ont été modifiés les articles 15 et 17 des statuts, portant respectivement sur l'augmentation du nombre d'administrateurs et la révision des limitations de pouvoirs du Conseil d'Administration,
- Enfin, par décision du Conseil d'Administration en date du 29 juin 2023, il a été procédé à une nouvelle augmentation de capital, le portant de 10 000 005 euros à 20 000 010 euros.

2. Évolutions de l'actionnariat

Aucune évolution de l'actionnariat n'a été constatée au cours de l'exercice écoulé.

À titre de rappel historique, lors de sa constitution, la Société a été dotée d'un capital social initial de 5 700 000 euros, divisé en 380 000 actions d'une valeur nominale de 15 euros chacune, toutes souscrites en numéraire. Ce capital a été apporté par les entités fondatrices suivantes :

- Le SDE 24 : 4 200 000 euros, soit 78,9 % du capital,
- La société SERGIES : 600 000 euros, soit 10,5 %,
- La CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL (CRCAM) CHARENTE PÉRIGORD : 600 000 euros, soit 10,5 %,
- Le SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DES DÉCHETS DE LA DORDOGNE (SDM3) : 300 000, soit 5,3 %.

Par la suite, deux mouvements significatifs sont intervenus :

- Le 30 novembre 2017, le SDE 24 a acquis l'intégralité des actions détenues par le SDM3, consolidant ainsi sa position d'actionnaire majoritaire,
- Le 12 décembre 2018, la société CHARENTE PÉRIGORD EXPANSION est devenue actionnaire en lieu et place de la CRCAM CHARENTE PÉRIGORD, à la suite d'un transfert de titres.

Une première augmentation de capital a été réalisée par apport en numéraire le 20 février 2020, portant le capital à 10 000 005 euros.

Puis, sur délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 25 mai 2023, le Conseil d'Administration a décidé, le même jour, d'une nouvelle augmentation de capital de 10 000 005 euros, entièrement libérée et définitivement constatée par décision du 29 juin 2023, avec effet au 27 juin 2023, date de réception du certificat du dépositaire. À cette occasion, l'établissement CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS a fait son entrée au capital, aux côtés des actionnaires historiques.

IV. BILAN DE LA GOUVERNANCE

1. Réunions des organes collégiaux

Au cours de l'exercice 2024, le Conseil d'Administration s'est réuni à six reprises. Le tableau ci-dessous présente le taux de présence des représentants du SDE 24 à chacune de ces séances.

Date de réunion	Taux de présence
13 février 2024	100 %
26 mars 2024	71,40 %
28 mai 2024	100 %
17 septembre 2024	85,70 %
7 novembre 2024	100 %
10 décembre 2024	100 %

La participation des représentants du SDE 24 aux réunions du Conseil d'Administration s'est révélée globalement assidue, avec un taux de présence de 100 % pour quatre réunions sur six, et une participation supérieure à 70 % pour les deux autres. Ce taux de présence reflète l'implication continue des représentants dans le pilotage stratégique de la Société.

Les actionnaires se sont réunis à deux reprises au cours de l'exercice : lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 février 2024, et de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 28 mai 2024.

Monsieur Philippe DUCÈNE, représentant du SDE 24 en sa qualité de Président, a assisté personnellement à la première assemblée. Pour la seconde réunion, il avait donné pouvoir à Monsieur Maurice CHABROL, Vice-Président du SDE 24 et Vice-Président du Conseil d'Administration de la Société, afin d'y siéger en tant que représentant du SDE 24.

2. Rémunération des représentants de la collectivité et des mandataires sociaux

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 28 mai 2024 a adopté, à l'unanimité, un montant global annuel de 10 000 euros pour la rémunération des membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2024.

Le bilan de répartition des jetons de présence pour ledit exercice montre que le montant global alloué à l'ensemble des administrateurs dû au titre de leur présence aux réunions du Conseil d'Administration durant l'année 2024 s'élève à 6 250 euros.

La rémunération globale des administrateurs est répartie de la manière suivante pour chaque réunion à laquelle ils participent :

- 200 euros pour le Président et le Vice-Président du Conseil d'Administration,
- 150 euros pour les autres administrateurs.

Le Conseil d'Administration a décidé, en date du 10 octobre 2023, de fixer la rémunération du Président du Conseil d'administration à 3 000 euros bruts annuels à compter du 1^{er} janvier 2024. Cette rémunération lui est versée mensuellement, soit un montant de 250 euros bruts par mois.

Monsieur Daniel FENAUX, quant à lui, a perçu une rémunération brute annuelle de 68 989 euros. Il a également bénéficié d'une rémunération exceptionnelle de 14 977 euros, toutes charges comprises.

3. Principaux risques et incertitudes

L'exercice 2024 s'est inscrit dans un contexte économique et géopolitique instable, caractérisé par la persistance de tensions internationales, la crise énergétique et les fluctuations des politiques monétaires européennes. Ces éléments ont influencé l'ensemble du secteur des énergies renouvelables, imposant une vigilance constante quant aux équilibres financiers et aux conditions de développement des projets.

Parmi les principaux facteurs de risque identifiés, la poursuite de la baisse du tarif d'achat de l'électricité par l'entité « EDF Obligation d'Achat » (EDF OA) constitue un enjeu central pour la rentabilité des installations photovoltaïques. Cette tendance, amorcée depuis plusieurs trimestres, a nécessité une réévaluation régulière des hypothèses économiques et des business plans portés par la Société et ses filiales.

À cela s'ajoutent les retards persistants dans la signature et le règlement des contrats EDF OA, pesant significativement sur la trésorerie des structures opérationnelles. Au 11 décembre 2024, ces retards de paiement représentaient un montant cumulé de plus de 500 000 euros, répartis entre plusieurs participations de la Société. Cette situation a conduit à renforcer les dispositifs internes de suivi, d'anticipation et de gestion du risque de liquidité.

En parallèle, la hausse généralisée des coûts des matières premières observée au cours des dernières années, bien que modérée en 2024, continue de représenter une source d'incertitude dans l'établissement des budgets prévisionnels et dans la planification des projets d'investissement.

Enfin, l'environnement réglementaire et fiscal, en constante évolution dans le secteur de l'énergie, nécessite une adaptation permanente pour sécuriser juridiquement les opérations et garantir leur conformité.

Dans ce contexte, la Société a poursuivi une gestion prudente et réactive, fondée sur l'actualisation régulière de ses hypothèses stratégiques et financières, ainsi qu'une diversification progressive de ses activités, notamment dans le domaine de la mobilité.

4. Contrôles internes et externes

Le contrôle de la Société s'appuie sur plusieurs niveaux d'intervention, assurant la rigueur et la transparence de sa gestion.

Sur le plan comptable et financier, les comptes annuels sont élaborés par le personnel de la Société sous la responsabilité d'un expert-comptable. Ils font ensuite l'objet d'une révision et d'une certification par un commissaire aux comptes, conformément aux règles en vigueur. Cette double intervention permet d'assurer la cohérence des méthodes comptables, le respect des procédures de contrôle interne et la fiabilité des données financières.

Le Conseil d'Administration, en tant qu'organe central de gouvernance, exerce un rôle de contrôle permanent. Il détermine les orientations de la Société, veille à leur mise en œuvre et délibère sur toutes les décisions structurantes, dans la limite de l'objet social. À ce titre, il est notamment compétent pour :

- Créer ou arrêter toute branche d'exploitation ou activité commerciale ;
- Consentir toute sûreté au bénéfice de tiers portant sur les actifs de la Société ou des filiales ;
- Consentir des prêts à tous tiers sous forme d'obligations, de dépôts en compte courant ou autres, sauf toutefois pour les dépôts en banque, et les prêts au personnel ;
- Consentir toute subvention ou tous abandons de créances ;
- Ratifier ou résilier toute concession que ce soit en qualité de concédant ou de licencié ;
- Décider des investissements d'un montant unitaire par opération d'une valeur supérieure à 500 000 euros HT ;
- Souscrire tout emprunt, engagement ou tout moyen de financement (ligne de crédit, escompte. ...) d'un montant supérieur à 500 000 euros ; signer, modifier ou rompre une offre de financement ;
- Décider d'un investissement dans un projet dont le T.R.I. cible après emprunt serait négatif ;
- Décider la consultation du marché en vue de la commercialisation de l'énergie produite par la Société ou par les filiales ;
- Prononcer tout changement des méthodes comptables d'arrêté des comptes de la Société et des filiales ;
- Sauf dans le cas où une obligation légale serait à la charge du Président ou, le cas échéant, du directeur général, prendre toute décision relative à une procédure de sauvegarde, déclaration de cessation de paiements, au dépôt d'une requête en vue de la nomination d'un mandataire ad hoc, d'un conciliateur, d'un administrateur provisoire judiciaire ;
- Décider la mise en œuvre de toutes opérations ayant une incidence sur la composition du capital de la Société ou de ses filiales (fusions, scissions, apports partiels d'actifs, échange, émission ou conversion de titres quels qu'ils soient, réduction de capital notamment par rachat de ses propres titres, appel public à l'épargne, demande de négociation sur un marché, modification de la valeur nominale des actions).
- Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Enfin, conformément à l'article L. 1524-5 du CGCT, le présent rapport annuel permet au Comité Syndical du SDE 24 de débattre de l'activité de la Société, de ses relations avec les collectivités, de ses résultats et de sa gouvernance. Cette étape constitue une garantie de transparence essentielle dans le cadre de l'actionnariat public.

La Société est soumise à plusieurs dispositifs de contrôle externe garantissant la transparence de sa gestion et le respect de ses obligations légales.

Les délibérations des conseils d'administration et des assemblées générales, ainsi que les comptes annuels et les rapports des commissaires aux comptes, sont régulièrement communiqués aux institutions compétentes, conformément à la réglementation en vigueur.

À ce jour, la Société n'a fait l'objet d'aucun contrôle de la part des services fiscaux ni de l'URSSAF.

Elle a toutefois été soumise à un contrôle des comptes et de la gestion, portant sur les exercices 2017 à 2021, par la Chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine (CRC Nouvelle-Aquitaine), en application des articles L. 211-3, L. 211-8, L. 211-9 et R. 243-1 du Code des juridictions financières. Conformément à l'article R. 241-18 du même code, le rapport d'observations définitives de la CRC Nouvelle-Aquitaine et la réponse y afférente ont été communiqués au Conseil d'Administration le 10 octobre 2023. Enfin, le rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la CRC Nouvelle-Aquitaine, en application de l'article L. 243-9-1 du code précité, a été présenté au Conseil d'Administration du 17 septembre 2024.

V. CONCLUSION

Vous êtes invités à vous prononcer, après un débat, sur le rapport qui vous est soumis.